

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER NATIONAL  
UNIVERSITAIRE DE FANN  
(CHNUF)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

(mars 2011)

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 23 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci – après :

## **1. Réserves**

- a) les dispositions relatives à la revue a priori des rapports d'évaluation des offres n'ont pas été respectées sur l'appel d'offres N°1, l'Autorité Contractante ayant considéré que les montants des lots pris individuellement étaient en dessous du seuil de revue préalable alors qu'il fallait plutôt tenir compte du montant cumulé de l'ensemble des lots constitutifs de l'appel d'offres ;
- b) plusieurs marchés ont été conclus pour des montants plus élevés que ceux auxquels ils ont été attribués au terme de la procédure d'évaluation des offres alors qu'aucune disposition du Dossier d'Appel d'Offres ne prévoit de variation des quantités. Cette pratique est effectuée en violation des dispositions des articles 60 et 69 du CMP qui interdisent toute négociation ou modification des offres des soumissionnaires. Ainsi, sur l'appel d'offres N°1, le lot relatif au gaz médical a fait l'objet d'un contrat de 60 000 000 F CFA avec Sahel Gaz alors qu'il a été attribué pour 34 000 000 F CFA, un autre contrat a été passé avec Delta Médical pour les 4 lots dont il est attributaire pour un montant de 31 000 000 F CFA alors que le cumul des lots qu'il a gagnés se chiffre à 26 008 825 F CFA etc. Ce constat a été fait sur la quasi-totalité des lots attribués sur l'appel d'offres N°1 et sur les deux lots de l'appel d'offres N°2 ;
- c) de nombreux produits ayant donné lieu à la conclusion de marchés avec des fournisseurs sélectionnés au terme de procédures concurrentielles sont commandés directement à d'autres fournisseurs sur la base d'ententes directes non autorisées. C'est le cas pour les produits de biochimie achetés hors procédure concurrentielle auprès de Technologie Services pour un montant de 8 764 500 F CFA alors que ces produits ont fait l'objet d'un marché avec la société Diffusion Représentation Promotion attributaire du lot N° 4 relatif aux consommables et réactifs de labo-biochimie. C'est également le cas pour Delta Médical auprès de qui l'hôpital a effectué des achats estimés dans notre échantillon à 5 319 900 F CFA hors procédure concurrentielle (produits non compris dans les lots 1, 8, 9 et 11 dont il est attributaire) ;
- d) une exécution anticipée du marché conclu avec la société DRP et relatif aux lots 4 Réactifs de labo-biochimie et 5 Réactifs de labo-bactériologie de l'Appel d'Offres N° 1 a été notée, des livraisons ayant été effectuées avant l'approbation du contrat en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration ;
- e) l'examen des offres des soumissionnaires pour la DRP relative aux travaux d'aménagement des espaces verts et jardins attribué à Afrique Entreprise et Jardin pour 24 958 504 F CFA a permis de constater de nombreuses similitudes laissant entrevoir des manœuvres collusives d'autant plus que tous les autres soumissionnaires se sont auto-éliminés en cotant au-delà du seuil de passation des marchés par DRP. Le même constat relatif à la cotation des offres a été fait sur la DRP portant travaux d'étanchéité attribué à TOP NEGOCE pour 24 962 310 F CFA et pour laquelle nous avons noté lors du contrôle de l'exécution physique une surfacturation estimée à 11 801 334 F CFA (47,28 % du montant du marché) car les surfaces facturées sont quasiment le double des surfaces effectivement couvertes par les travaux ;

- f) l'examen des offres des soumissionnaires de la DRP portant fourniture de matériel informatique attribué à ASSAICHA pour 9 921 440 F CFA a permis de constater que les factures pro forma présentées par les soumissionnaires sont similaires laissant entrevoir une collusion. Le même constat de manœuvres collusives a également été fait sur la DRP portant mise en place d'un système d'information pour la gestion du CDIM attribué à INFOCONSUL pour 11 800 000 F CFA et pour la fourniture de blouses attribuée aux Etablissements Talla Seck pour 14 868 000 F CFA.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	17
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	20
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	22
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	29
2.1	Contexte de l'intervention	29
2.2	Objectifs de la mission	30
2.2.1	Objectifs généraux	30
2.2.2	Objectifs spécifiques	30
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	31
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	33
3	Approche méthodologique	36
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	36
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	37
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	38
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	39
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	40
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	41
4	Résultats des travaux	43
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	43
4.1.1	Commission des marchés	43
4.1.2	Cellule de passation des marchés	43
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	44
4.1.4	Plan de passation des marchés	44
4.1.5	Avis général de passation des marchés	44
4.1.6	Rappel des seuils applicables au CHU de Fann	45
4.2	Examen des marchés	46
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	46
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	47
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	58

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CHNUF	Centre Hospitalier National Universitaire de Fann
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### **Appel d'offres pour le marché à commande relatif à la fourniture de produits pharmaceutiques, de matériels médicochirurgicaux, de réactifs et consommables de labo et gaz médicaux**

Les dispositions relatives à la revue a priori des rapports d'évaluation des offres n'ont pas été respectées, l'Autorité Contractante ayant considéré que les montants des lots pris individuellement étaient en dessous du seuil de revue préalable alors qu'il fallait plutôt tenir compte du montant cumulé de l'ensemble des lots constitutifs de l'appel d'offres ;

Plusieurs marchés ont été conclus pour des montants plus élevés que ceux auxquels ils ont été attribués au terme de la procédure d'évaluation des offres alors qu'aucune disposition du Dossier d'Appel d'Offres ne prévoit de variation des quantités. Cette pratique est effectuée en violation des dispositions des articles 60 et 69 du CMP qui interdisent toute négociation ou modification des offres des soumissionnaires. Ainsi, sur l'appel d'offres N°1, le lot relatif au gaz médical a fait l'objet d'un contrat de 60 000 000 F CFA avec Sahel Gaz alors qu'il a été attribué pour 34 000 000 F CFA, un autre contrat a été passé avec Delta Médical pour les 4 lots dont il est attributaire pour un montant de 31 000 000 F CFA alors que le cumul des lots qu'il a gagnés se chiffre à 26 008 825 F CFA etc. Ce constat a été fait sur la quasi-totalité des lots attribués sur l'appel d'offres N°1 et sur les deux lots de l'appel d'offres N°2 ;

de nombreux produits ayant donné lieu à la conclusion de marchés avec des fournisseurs sélectionnés au terme de procédures concurrentielles sont commandés directement à d'autres fournisseurs sur la base d'ententes directes non autorisées. C'est le cas pour les produits de biochimie achetés hors procédure concurrentielle auprès de Technologie Services pour un montant de 8 764 500 F CFA alors que ces produits ont fait l'objet d'un marché avec la société Diffusion Représentation Promotion attributaire du lot N° 4 relatif aux consommables et réactifs de labo-biochimie. C'est également le cas pour Delta Médical auprès de qui l'hôpital a effectué des achats estimés dans notre échantillon à 5 319 900 F CFA hors procédure concurrentielle (produits non compris dans les lots 1, 8, 9 et 11 dont il est attributaire) ;

une exécution anticipée du marché conclu avec la société DRP et relatif aux lots 4 Réactifs de labo-biochimie et 5 Réactifs de labo-bactériologie de l'AO N°1 a été notée, des livraisons ayant été effectuées avant l'approbation du contrat en violation des dispositions de l'article 44 du COA.

### **Appel d'offres relatif à la fourniture de bureau mobilier de bureau**

Il est demandé par lettre aux soumissionnaires concernés de compléter, sans précision de délai, les pièces administratives manquantes : IPRES, CSS, Inspection du travail, quitus fiscal. Le procès verbal d'attribution ne fait pas de suivi formel de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture des plis.

Les lettres de notification de l'attribution provisoire ne mentionnent pas les montants des offres des attributaires provisoires.

Les montants faisant l'objet de la publicité des attributions sont majorés de 20% pour les fournitures de bureau et de 45% pour le mobilier de bureau portant respectivement ces marchés à 10 000 000 et 15 000 000 F CFA TTC (marché à commandes). En définitive les montants retenus à la signature des marchés s'élèvent à 10 000 000 F CFA TTC pour le marché des fournitures de bureau et 16 000 000 F CFA TTC pour le marché relatif au mobilier.

Ces majorations non justifiées sont faites en violation du CMP qui stipule dans son article 60 qui proscriit toute négociation.

Par ailleurs, l'article 7 du contrat est inapproprié en ce qu'il exige obligatoirement du fournisseur sa domiciliation dans la région de Dakar.

Les litiges doivent être soumis aux dispositions des articles 135 et 136 du CMP.

### **Appel d'offres relatif aux marchés de gardiennage, de produits alimentaires, de consommables et d'atelier et de maintenance**

L'allotissement opéré dans le cadre de cet appel d'offres n'est pas conforme à la réglementation en ce qu'il renferme des acquisitions non homogènes. A titre d'exemple des services de gardiennage figurent dans le même appel d'offres que des acquisitions de viande, de poisson, de matériel de plomberie, de consommables informatiques....

### **Appel d'offres relatif à l'acquisition d'équipement de l'Imagerie Médicale au Centre de Diagnostic et d'Imagerie Médicale (CDIM)**

le délai de 19 jours accordé aux candidats pour la préparation des offres pour l'appel d'offres N° 3 relatif à l'acquisition d'équipements d'imagerie médicale au profit du Centre de Diagnostic et d'Imagerie Médicale est anormalement court et fixé en violation de l'article 63 du CMP, exposant le CHU à un risque de recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure.

### **Demande de Renseignements et de prix pour les travaux d'aménagement des espaces verts et jardin**

La lettre de saisine n'indique pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la DRP est envoyée.

A l'exception de l'offre de l'attributaire qui avoisine le seuil de passation des marchés par appel d'offres les offres de tous les autres soumissionnaires se chiffrent à plus de 25 000 000 F CFA. S'y ajoute que l'examen des offres a permis de noter de nombreuses similitudes dans leur présentation laissant entrevoir une collusion.

Les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique ne sont pas demandées en violation de l'article 44 du CMP.

Les clauses relatives aux pénalités de retard et délai de livraisons ne sont pas introduites dans le contrat.

### **Demande de Renseignements et de prix pour les travaux de réhabilitation du bâtiment kinésithérapie et bâtiment de consultation externe et 1<sup>er</sup> étage neurologie**

L'offre de l'attributaire S.C.T.D.F/SARL ne figure pas dans le dossier de marché. Les dates des offres de l'Etablissement Seye et Frères et de l'entreprise E.S.M.L ont été modifiées et le même dateur a été utilisé.

Aucune information n'est donnée sur la classification des entreprises, ni sur leur capacité financière comme précisé dans le cahier des charges.

### **Demande de Renseignements et de prix pour la fourniture d'un appareil ECG page writer TC 150 configuration standard pour chirurgie thoracique et cardiovasculaire**

La lettre de saisine précise « ECG PHILLIPS » qui est un nom de marque, sans la mention "ou équivalent", en violation de l'article 7 du CMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou prestataire.

Il est mentionné dans les lettres de consultation que la date limite de dépôts des offres est fixée à 10 H et l'ouverture des plis le même jour à 10H15mn, alors que la séance d'ouverture des plis s'est tenue deux jours après : le 17 décembre 2009. Aucun document attestant de la formalisation du report ne nous a été remis.

Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture, d'évaluation et d'attribution alors que le procès verbal d'ouverture doit être

séparé des autres documents pour tenir compte de l'obligation de sa transmission aux soumissionnaires.

#### **Demande de Renseignements et de Prix pour la fourniture d'un appareil automate de biochimie 150 test/ heure avec ordinateur portable**

Le cahier des charges est très sommaire alors que l'importance et la particularité technique d'un automate de biochimie exigent la prise en compte de critères techniques précis indispensables à la définition du produit du point de vue performance, caractéristiques techniques, service après vente, les garanties éventuellement les consommables pour mieux appréhender les offres des fournisseurs en lieu et place de la simple recherche du moins disant.

Les modalités de livraison, de paiement et d'installation ne sont pas indiquées dans le cahier des charges.

#### **Demande de Renseignements et de Prix relative aux travaux d'étanchéité maintenance Bocco dentaire psychiatre**

L'attribution ne tient compte que du prix alors qu'elle devait tenir compte des normes techniques pour des travaux d'étanchéité sur une structure hospitalière. Rien n'indique dans le dépouillement des offres si les conditions d'admission énumérées au cahier des charges ont été remplies notamment les capacités technique et financière.

A l'exception du montant de l'offre de l'attributaire qui avoisine le seuil de passation des marchés par appel d'offres, toutes les autres offres se situent au dessus de 25 000 000 F CFA.

Par ailleurs, le contrôle de l'exécution physique a permis de constater que les travaux réalisés sont, au plan quantitatif, bien en deçà des travaux facturés et payés. La surfacturation a été estimée à 12 402 744 F CFA soit environ 50% du montant facturé.

#### **Demande de Renseignements et Prix pour fourniture de matériel informatique**

Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution.

Les factures pro forma présentées par les différents soumissionnaires sont similaires, laissant présager une collusion.

Les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique ne sont pas demandées.

### **Demande de Renseignements et de Prix portant sur la mise en place d'un système d'information pour la gestion complète du CDIM**

Quatre factures pro forma ont été présentées de la même manière (PCTAP, IB INFORMATIQUE, ATLANTIC BUROTIC INFORMATIQUE, INFOCONSUL), il n'y a que les en-têtes qui changent.

Le contrat du 24 Aout 09 n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.

Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution.

### **Demande de Renseignements et Prix pour fournitures des calendriers et agendas**

Le dépôt et l'ouverture des offres est fixé au 05/10/2009 dans le cahier des charges daté du 01/10/2009 alors que les lettres de même date adressées aux soumissionnaires ciblés indiquent le 10/10/2009.

Le cahier des charges n'indique pas de normes techniques caractérisant précisément les besoins en calendriers bancaires (grammage, qualité du papier) autant de critères techniques qui peuvent permettre de faire des choix appropriés et une comparaison objective des offres.

La séance d'ouverture des plis s'est tenue le 05/10/2010 qui correspond à la date prévue dans le cahier des charges soit 5 jours avant la date retenue dans la lettre adressée aux soumissionnaires ciblés. Aucune note rectificative n'a été adressée aux soumissionnaires..

### **Demande de Renseignements et de Prix pour fournitures de Blouses infirmiers et infirmières**

La date annoncée dans le courrier de DRP pour le dépôt et l'ouverture des plis au 24/08/2009 ne correspond pas à celle indiquée dans le cahier des charges (25/08/2009).

Les offres présentées par les cinq candidats essentiellement des factures pro forma présentent des similitudes avérées (la même trame, les mêmes fautes de frappe ou erreurs reprises sur les cinq documents) confirmant soit la collusion manifeste des acteurs, soit l'inexistence juridique de certains fournisseurs d'autant que certaines factures ne comportent pas de références du registre de commerce ou et du NINEA.

Il n'est pas relevé dans le PV d'ouverture la vérification des pièces administratives requises dans le cahier des charges alors que certaines factures présentées à l'ouverture des plis ne portaient pas d'indication de RC ou de NINEA

Le cahier des charges indique vaguement comme conditions d'admission à soumissionner la capacité technique et financière d'une part et d'autre part l'inscription du candidat à la nouvelle immatriculation NINEA et un compte bancaire ou CCP.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

### **Appel d’offres pour le marché à commande relatif à la fourniture de produits pharmaceutiques, de matériels médicochirurgicaux, de réactifs et consommables de labo et gaz médicaux**

Se conformer aux dispositions réglementaires en matière de revue préalable des propositions d'attribution;

Proscrire la modification des offres financières au moment de la contractualisation;

Se conformer à la réglementation en évitant de passer des commandes hors procédures concurrentielles;

Eviter l'exécution anticipée des marchés;

### **Appel d’offres relatif à la fourniture de bureau mobilier de bureau**

Formaliser le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes au moment de l'ouverture des plis;

Se conformer aux dispositions de l'article 60 du CMP qui interdit toute modification des offres financières au moment de la contractualisation;

Se conformer aux dispositions du CMP en matière de règlement des litiges.

### **Appel d’offres relatif aux marchés de gardiennage, de produits alimentaires, de consommables et d’atelier et de maintenance**

Assurer l'homogénéité des lots constitutifs des DAO;

### **Appel d’offres relatif à l’acquisition d’équipement de l’Imagerie Médicale au Centre de Diagnostic et d’Imagerie Médicale (CDIM)**

Respecter le délai minimal de dépôt des offres accordé aux soumissionnaires.

### **Demande de Renseignements et de prix pour les travaux d’aménagement des espaces verts et jardin**

Indiquer la liste restreinte des entreprises consultées dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.

**Demande de Renseignements et de prix pour les travaux de réhabilitation du bâtiment kinésithérapie et bâtiment de consultation externe et 1<sup>er</sup> étage neurologie**

Mettre toutes les informations requises dans les dossiers de passation.

**Demande de Renseignements et de prix pour la fourniture d'un appareil EGC page writer TC 150 configuration standard pour chirurgie thoracique et cardiovasculaire**

Dans le cas d'énonciation de noms de marque, il convient de se conformer au CMP qui dispose de l'obligation le terme "ou équivalent".

Veiller à l'information des candidats et à la formalisation de tout report de la date d'ouverture des offres;

Dresser un procès verbal d'ouverture distinct des autres PV.

**Demande de Renseignements et de Prix pour la fourniture d'un appareil automate de biochimie 150 test/ heure avec ordinateur portable**

Bien préciser les spécifications techniques et les conditions du contrat dans le cahier des charges

**Demande de Renseignements et de Prix relative aux travaux d'étanchéité maintenance Service Bucco dentaire et psychiatrie**

Se conformer aux dispositions de l'article 59 sur l'évaluation des offres.

Obtenir le remboursement du trop payé.

**Demande de Renseignements et Prix pour fourniture de matériel informatique**

Etablir un procès verbal d'ouverture des plis distinct des autres PV;

Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.

Respecter les dispositions relatives à l'article 44 du CMP.

**Demande de Renseignements et de Prix portant sur la mise en place d'un système d'information pour la gestion complète du CDIM**

Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.

Etablir un procès verbal d'ouverture des plis distinct des autres PV

**Demande de Renseignements et Prix pour fournitures des calendriers et agendas**

Veiller à la cohérence du contenu du cahier des charges et de la lettre d'invitation à soumissionner;

Mieux préciser les spécifications techniques afin de disposer d'offres compétitives;

Formaliser les reports de date d'ouverture et informer les candidats

**Demande de Renseignements et de Prix pour fournitures de Blouses infirmiers et infirmières**

Veiller à la cohérence du contenu du cahier des charges et de la lettre d'invitation à soumissionner;

Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.

Formaliser la vérification des pièces administratives.



## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

## SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Plusieurs contrats ont été passés entre différents fournisseurs avec des montants revus à la hausse sans qu'aucune information n'ait été fournie. Par exemple le 15 novembre 2009, un contrat est passé avec STE (Science and Technology Engineering) pour 15 000 000 F CFA alors que le marché est attribué pour 15 660 000 F CFA. Le 28 août 2009, un contrat est passé avec Delta Médical pour un cumul de 31 000 000 F CFA alors que le cumul des 4 lots fait 26 008 825 F CFA TTC ; le 25 septembre 2009, un contrat est passé avec Diffusion Représentation Promotion (DRP) pour un montant de 32 000 000 F CFA alors que le cumul des 3 lots fait 28 251 830 F CFA ; le 1<sup>er</sup> septembre 2009, un contrat est passé avec Technologies Services pour 8 000 000 F CFA, alors que le lot été attribué pour 4 715 200 F CFA ; le 24 septembre 2009, un contrat est passé avec Médical Partner pour 10 000 000 F CFA, alors que le lot été attribué pour 5 042 400 F CFA ; un contrat non daté et non signé par Unitrade est établi pour 10 000 000 F CFA, alors que le lot été attribué pour 6 546 000 F CFA enfin ,un contrat non daté et passé avec Sahel Gaz pour 60 000 000 F CFA, alors que le lot été attribué pour 34 500 000 F CFA. Aucun ordre de paiement pour une commande de Gel pour ECG, Gel pour Echographie, papier pour ECG ou papier Sony thermo sensible K 65 B/4 n'est établi à l'ordre de Delta médical alors qu'il est attributaire du Lot 1 Echographie pour 3 327 500 F CFA. Le contrat est passé le 28 août 2009.

La mission a noté des règlements effectués à l'endroit de STE pour 5 634 950 F CFA en 2009. Seulement un montant égal à 2 111 450 F CFA se rapportant à des frais de maintenance d'un appareil photomètre de flamme au laboratoire de Biochimie pour 722 750 F CFA, à une remise en état de l'analyse d'hématologie pour 675 700 F CFA, à l'entretien et à l'échange de pièces de rechanges GDV 704 pour 590 500 F CFA et à la fourniture de 5 coffrets standards NA/K/LI ont été réglés alors qu'ils ne figurent pas dans le lot 3 : 120 Films pour IRM.

Sur les 11 675 790 F CFA réglés à Technologies Services sur les commandes de 2009, seuls 1 984 500 F CFA (OP 3322 du 26/02/2010 pour un montant de 1 632 000 F CFA et 4332 du 26/02/2010 pour un montant de 492 500 F CFA ) se rapportent au lot 6 (Consommables et réactifs de labo-parasitologie), le restant se rapporte essentiellement à des produits de la Biochimie attribué à DRP pour 8 764 500 F CFA (lot 4 : Consommables et réactifs de labo-biochimie).

Aucun paiement ne figure au niveau des mouvements de la balance des tiers de l'exercice 2009 du Centre Hospitalier National de Fann, alors qu'un contrat de 10 000 000 F CFA est passé avec Médical Partner attributaire du lot 10 (Matériels d'exploitation à usage unique) le

24 septembre 2009.

Sur les 6 520 650 F CFA réglés en 2009, seuls 1 200 750 se rapportent aux 2 des 4 lots attribués à Delta médical (Lot 1 Echographie pour 3 327 500 F CFA, lot 8 Consommables de pansement pour 11 585 575 F CFA, lot 9 Matériel d'injection à usage unique pour 5 413 250 F CFA et Lot 11 Petit matériel de chirurgie pour 5 682 500 F CFA). En conclusion, le lien est trop faible entre les paiements et les marchés passés avec Delta Médical.

Des livraisons ont été effectuées bien avant la signature de contrat avec des fournisseurs laissant présager qu'il s'agit d'une régularisation en violation de l'article 44 du COA.

Les paiements se font souvent par chèques regroupant plusieurs livraisons et il n'est pas facile de faire le rapprochement d'un chèque aux commandes. De plus ne figure sur les ordres de paiement que les références des chèques SGBS et la date d'émission.

#### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Proscrire la modification des offres financières au moment de la contractualisation ;

Se conformer à la réglementation en évitant de passer des commandes hors procédures concurrentielles ;

Eviter l'exécution anticipée des marchés.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

La DRP portant travaux d'étanchéité a été attribuée à TOP NEGOCE pour 24 962 310 F CFA ; nous avons noté lors du contrôle de l'exécution physique une surfacturation estimée à 11 801 334 F CFA (47,28 % du montant du marché) car les surfaces facturées sont quasiment le double des surfaces effectivement couvertes par les travaux;

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

N'établir les procès verbaux de réception que sur la base de travaux effectivement réalisés.  
Obtenir le remboursement du trop payé.

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	AO N° 01	AO N° 02	AO N° 03	AO N° 04
<b>Nature</b>	MARCHE A COMMANDE RELATIF DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES DE MARIELS MEDICOCIRURGICAUX, DE REACTIFS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRES ET GAZ MEDICAUX	FOURNITURE DE BUREAU MOBILIERS DE BUREAU	MARCHES DE GARDIENNAGES, DE PRODUITS ALIMENTAIRES, DE CONSOMMABLES ET DATELIER ET DE MAINTENANCE	ACQUISITION EQUIPEMENT DE L'IMAGERIE MEDICALE CDIM
<b>Attributaires</b>	DELTA MEDICAL, DISTRIBUTION PLUS, STE, DRP, TECHNOLOGIES SERVICES, MEDICAL PARTNER UNITRADE ET SAHEL GAZ	SEN CADUCET et ETS KHADY	ASEP, PRESS HIGHTECH, EGTF, PATISSERIE CARNOT, COSECOMI, SEN CADUCET, AVITECH IMPRESSION et ETDM	CARREFOUR MEDICAL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	139 924 255	19 315 850	351 392 108	348 361 204
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√			
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√			
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√		
Violation de dispositions des articles 25 et 26 du CMP sur les marchés à commandes et de clientèle	√			
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation	√			

Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché	√			
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les délais et modes de présentation des offres et des candidatures				√
Violation des dispositions de l'article 67 – 1 relatif à l'ouverture des plis				√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	√	√	√	



Description	DRP N° 02	DRP N° 05	DRP N° 06	DRP N° 07
<b>Nature</b>	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS ET JARDIN	TRAVAUX DEREHABILITATION DU BATIMENT KINESITHERAPIE ET BATIMENT DE CONSULTATION EXTERNE ET 1 <sup>er</sup> ETAGE NEUROLOGIE	FOURNITURE D'UN MICROSCOPE OCULAIRE GRAND CHAMP 10 XDONT REGLABLE AVEC BONNETTES, CHAMPS 20 MM	FOURNITURE D'UN APPAREIL ECG PHILIPS PAGE WRITER TC 50 CONFIGURATION STANDARD POUR UNE CHIRURGIE THORACIQUE ET CARDIO VASCULAIRE
<b>Attributaires</b>	AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDIN	S.C.T.D	TECHNOLOGIES SRVICES	MONOTORING RADIOLOGY SYSTEM
<b>Montants en F CFA TTC</b>	24 958 504	23 873 162	4 000 000	8 409 600
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	√	√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>DRP N° 08</b>	<b>DRP N° 09</b>	<b>DRP N° 10</b>	<b>DRP N° 11</b>
<b>Nature</b>	FOURNITURE D'UN APPAREIL AUTOMATE DE BIOMACHIE 150 TEST/HEURE AVEC ORDINATEUR PORTABLE	TRAVAUX D'ETANCHEITE MAINTENANCE BUCCO DENTAIRE PSYCHATRE	FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION POUR LA GESTION COMPLETE DU CDIM AVEC UNE POSSIBILITE D'EXTENSION DANS LE TEMPS
<b>Attributaires</b>	TECHNOLOGIES SERVICES	ETS TOP NEGOCE	ASSAICHA	INFOCONSUL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	10 600 000	24 962 310	9 921 440	11 800 000
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	√	√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	√

Description	DRP N° 12	DRP N° 013
Nature	FOURNITURES DE CALENDRIERS ET AGENDAS	FOURNITURES DE BLOUSES POUR INFIRMIERS ET INFIRMIERES
Attributaires	QUADRI	ETABLISSEMENT TALLA SECK
Montants en F CFA TTC	3 776 000	14 868 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés		
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.



## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### **3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE**

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- .....

### **3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,

- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),



- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels ;
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités ;
- vérification du contenu des contrats ;
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**) ;
- vérification de la conformité des avenants éventuels ;
- vérification de la gestion des éventuels litiges ;
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières) ;
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés du CHNUF qui est compétente pour les opérations de passation de marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 27 Mars 2009 (Note N° 00471/MSPM/CHNUF/Dir/SAF dûment signée par le Directeur. Ainsi, la Commission des Marchés, régulièrement constituée pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellules de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 27 Mars 2009 ((Note N°00471/MSPM/CHNUF/Dir/SAF).

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit de rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP ; en fait de rapport seuls des états récapitulatifs des marchés passés sont tenus par la Cellule. Il faudrait aller au-delà de ces tableaux et indiquer les dysfonctionnements notés et les axes d'amélioration préconisés par la CPM pour solutionner les problèmes rencontrés par la CM dans le traitement des dossiers.

Cette valeur ajoutée est tout à fait possible car les membres de la CPM tout comme ceux de la CM ont tous suivi des formations sur le CMP. Ils ont une bonne connaissance des procédures de passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers qui nous ont été présentés.

### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

### **4.1.4 PLAN DE PASSATION DE MARCHES**

**Le Plan de Passation des Marchés** a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP le 30 décembre 2008 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP, seulement il ne renferme pas la liste des Demandes de Renseignements et de Prix.

### **4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

**L'Avis Général de Passation des Marchés** n'a été publié qu'au niveau du portail internet de la DCMP (en violation de l'article 56 du CMP). L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans la période voulue (au plus tard le 31 janvier de l'année en cours).

Nous nous sommes également assurés que les organes de la passation des marchés ont été régulièrement constitués et sont composés de personnes dont le niveau de qualification répond aux critères définis dans le Code des Marchés Publics.

La mission a noté que la Commission des Marchés n'a pas préparé de rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009 conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics. Ce rapport annuel doit être impérativement préparé et consigner plus particulièrement le détail des marchés passés par entente directe.

Les quatre rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11586 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été tous produits.

#### 4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHNUF

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d’approbation des marchés du CHNUF sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER NATIONAL UNIVERSITAIRE DE FANN EN VERTU DE L’ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L’ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d’évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D’APPROBATION EN VERTU DE L’ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Seuils d’approbation	Autorité d’approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l’Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d’Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l’Economie et des Finances

## 4.2. EXAMEN DES MARCHES

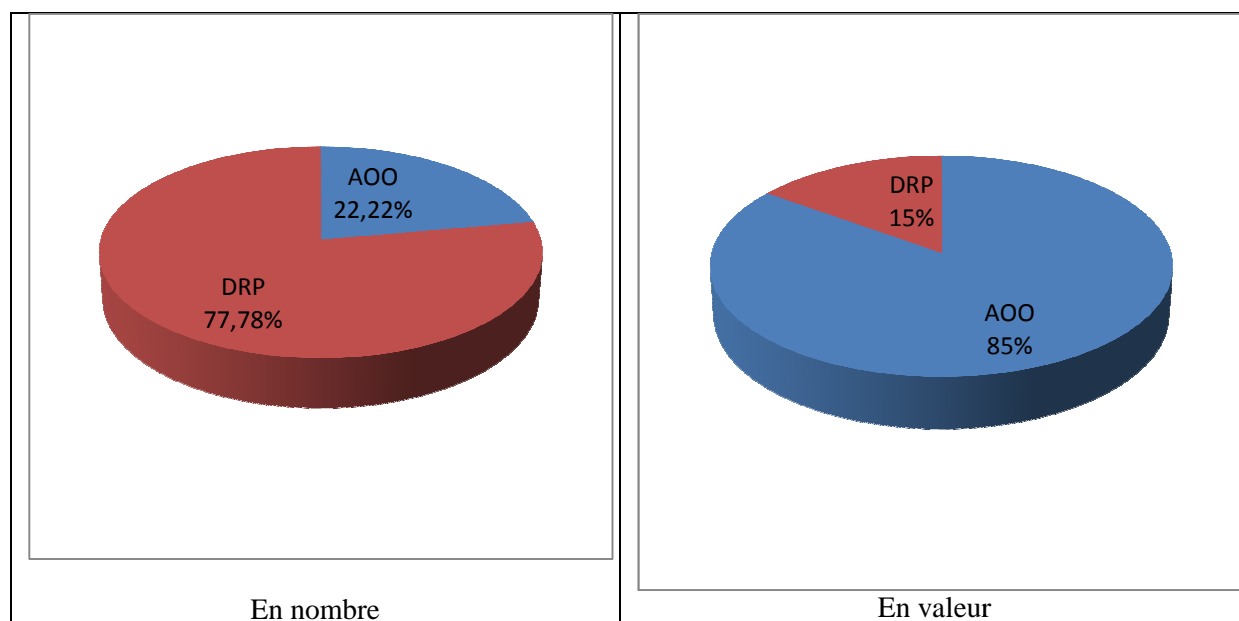
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

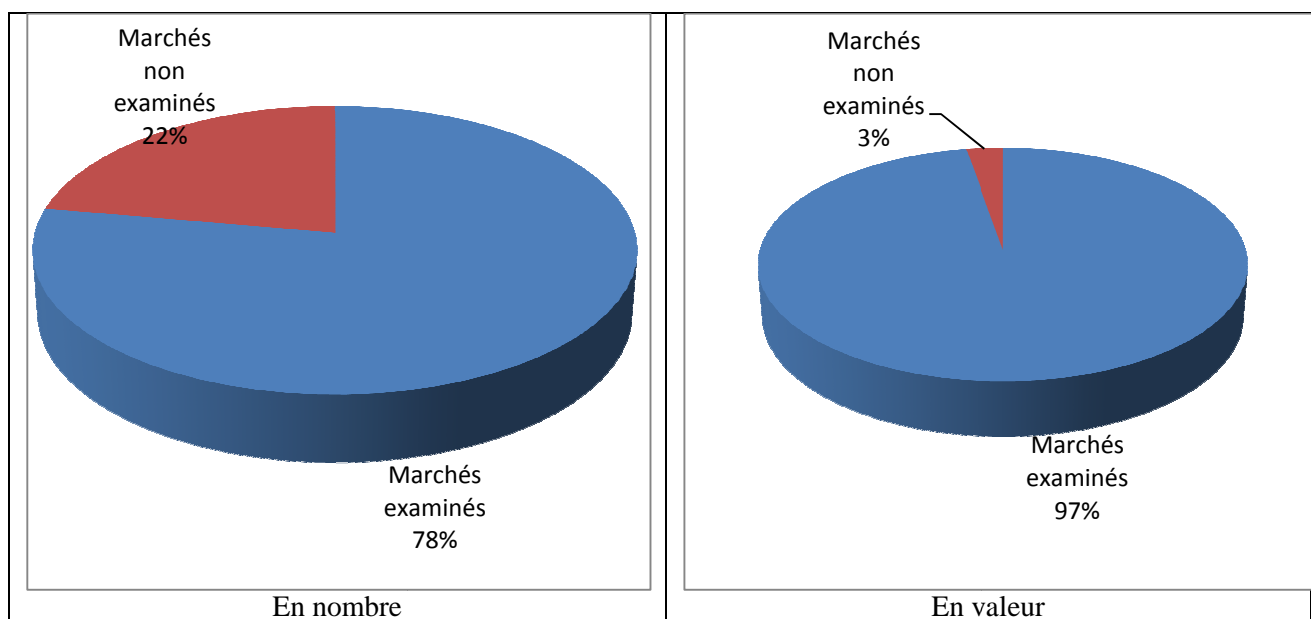
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	4	856 801 708	4	856 801 708	100%	100%
Appel d’offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	14	151 355 145	10	123 787 816	71,43%	81,79%
Entente directe (ED)						
Avenant						
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>1 008 156 853</b>	<b>14</b>	<b>980 589 524</b>	<b>77,78%</b>	<b>97,27%</b>

La répartition des marchés présentés et couverts se présentent comme suit :

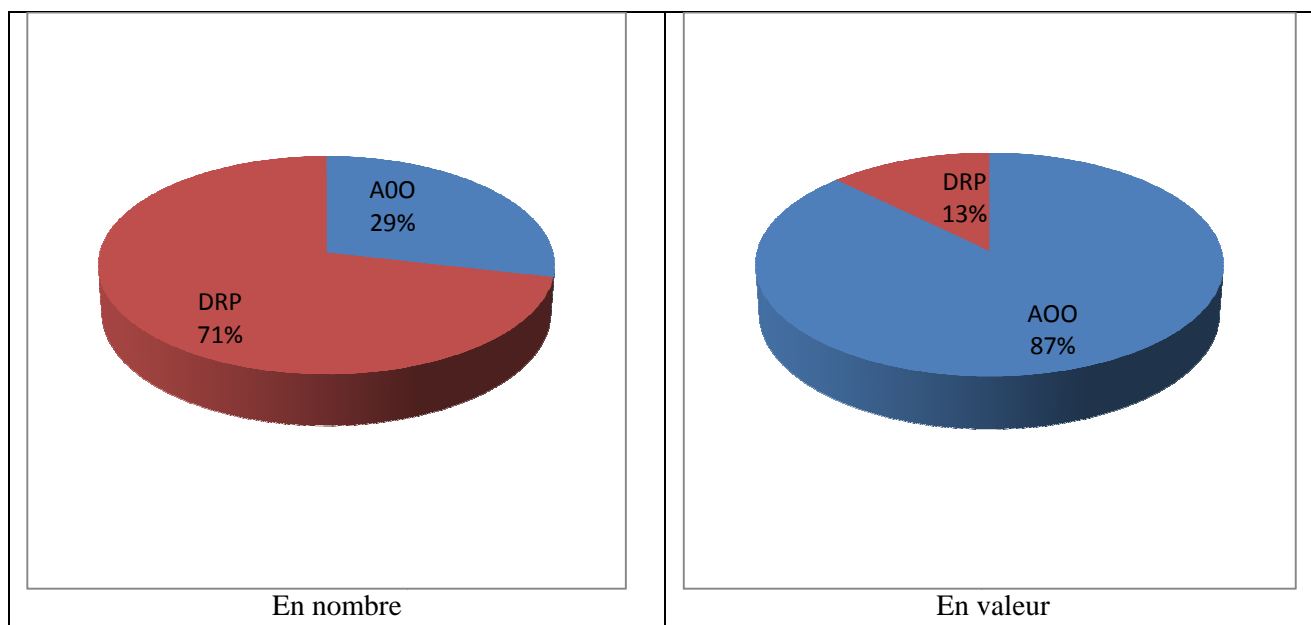


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### **4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES**

La revue de la totalité des quatre (4) appels d'offres lancés en 2009 par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann (CHNUF) nous a poussé à voir les marchés passés répartis comme suit :

- Appel d'offres N° 1 : 08 marchés,
- Appel d'offres N° 2 : 02 marchés,
- Appel d'offres N° 3 : 11 marchés,
- Appel d'offres N° 4 : 01 marché.

<b>AO N° 1 MARCHÉ À COMMANDE RELATIF À LA FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES, DE MATÉRIELS MÉDICOCHIRURGICAUX, DE RÉACTIFS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRE ET GAZ MÉDICAUX</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres		Le Soleil du jeudi 5 mars 2009	
Date limite de dépôt des offres		Le 06 avril 2009	
Date d'ouverture des plis		Le 06 avril 2009	
Date de notification		Le 3 septembre 2009	
<b>Attributaires</b>	Delta médical	Lot N° 1 Echographie	3 327 500
	Distribution Plus	Lot N° 2 Tomodensitométrie	19 200 000
	STE	Lot N° 3 Film IRM	15 660 000
	DRP	Lot N° 4 Réactifs de labo-biochimie	8 764 500
	DRP	Lot N° 5 Réactifs de labo bactériologie	9 782 500
	Technologies Services	Lot N° 6 Réactifs de labo parasitologie	4 715 200
	DRP	Lot N° 7 Consommables de laboratoire	9 704 830
	Delta Médical	Lot N° 8 Consommables de pansement	11 585 575
	Delta Médical	Lot N° 9 Matériels d'injection à usage unique	5 413 250
	Médical Partner	Lot N° 10 Matériels d'exploitation à usage unique	5 042 400
	Delta Médical	Lot N° 11 Petits matériels de chirurgie	5 682 500
	Unitrade	Lot N° 12 Matériels bucco dentaire	6 546 000
	Sahel Gaz	Lot N° 13 Gaz médicaux	34 500 000
Montant du marché en F CFA TTC pour Delta médical			<b>31 000 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour Distribution Plus			<b>19 200 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour STE			<b>15 000 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour DRP			<b>32 000 000</b>



Montant du marché en F CFA TTC pour Technologies Services	<b>8 000 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour Médical Partner	<b>10 000 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour Unitrade	<b>10 000 000</b>
Montant du marché en F CFA TTC pour Sahel Gaz	<b>60 000 000</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le rapport d'évaluation des offres n'a pas été soumis au contrôle a priori de la DCMP, l'AC se basant sur les montants par attributaire pris isolément plutôt que de considérer le montant cumulé des lots.</p> <p>Le 28 aout 2009, un contrat est passé avec Delta Médical pour un cumul de 31 000 000 F CFA alors que le cumul des 4 lots qui lui sont attribués est de 26 008 825 F CFA TTC. Cette différence est inexpliquée d'autant plus que le DAO ne prévoit pas d'augmentation des quantités préalablement à la signature du contrat. Ce même constat a été fait pour la quasi-totalité des attributaires alors que les modifications des offres ne sont pas permises.</p> <p>Le 15 novembre 2009, un contrat est passé avec STE (Science and Technology Engineering) pour 15 000 000 F CFA alors que le marché est attribué pour 15 660 000 F CFA. La lettre relative à la l'information de l'attributaire n'est pas jointe au dossier de marché.</p> <p>Le 25 septembre 2009, un contrat est passé avec Diffusion Représentation Promotion (DRP) pour un montant de 32 000 000 F CFA alors que le cumul des 3 lots dont il est attributaire se chiffre à 28 251 830 F CFA.</p> <p>Le 1<sup>er</sup> septembre 2009, un contrat est passé avec Technologies Services pour 8 000 000 F CFA, alors que le lot lui a été attribué pour 4 715 200 F CFA.</p> <p>Le 24 septembre 2009, un contrat est passé avec Médical Partner pour 10 000 000 F CFA, alors que le lot été attribué pour 5 042 400 F CFA.</p> <p>Un contrat non daté et non signé par Unitrade est établi pour 10 000 000 F CFA, alors que le lot était attribué pour 6 546 000 F CFA.</p> <p>Un contrat non daté et passé avec Sahel Gaz pour 60 000 000 F</p>

	<p>CFA, alors que le lot était attribué pour 34 500 000 F CFA.</p> <p>Sur les 5 634 950 F CFA des règlements effectués pour la société STE en 2009, les 2 111 450 F CFA se rapportent à des frais de maintenance d'un appareil photomètre de flamme au laboratoire de Biochimie pour 722 750 F CFA, à une remise en état de l'analyse d'hématologie pour 675 700 F CFA, à l'entretien et à l'échange de pièces de rechanges GDV 704 pour 590 500 F CFA et à la fourniture de 5 coffrets standards NA/K/LI. Tous ces produits réglés ne figurent pas dans le lot 3 : 120 Films pour IRM. Ces règlements portent sur des commandes directes hors procédure concurrentielle.</p> <p>Sur les 11 675 790 F CFA réglés à Technologies Services sur les commandes de 2009, seuls 1 984 500 F CFA (OP 3322 du 26/02/2010 pour un montant de 1 632 000 F CFA et 4332 du 26/02/2010 pour un montant de 492 500 F CFA ) se rapportent au lot 6 dont il est attributaire (Consommables et réactifs de labo-parasitologie). Le solde se rapporte essentiellement à des produits de Biochimie achetés hors procédure concurrentielle pour 8 764 500 F CFA alors que ces produits sont similaires à ceux objet du marché attribué à DRP au terme de la procédure d'appel d'offres (lot 4 : Consommables et réactifs de labo-biochimie).</p> <p>Aucun mouvement n'a été enregistré dans le compte du grand livre de Médical Partner attributaire du lot 10 (Matériels d'exploitation à usage unique) alors que ce dernier a contracté pour 10 000 000 F CFA pour ledit matériels d'exploitation à usage unique.</p> <p>Sur les 6 520 650 F CFA réglés en 2009, seuls 1 200 750 se rapportent aux 2 des 4 lots attribués à Delta médical (Lot 1 Echographie pour 3 327 500 F CFA, lot 8 Consommables de pansement pour 11 585 575 F CFA, lot 9 Matériel d'injection à usage unique pour 5 413 250 F CFA et Lot 11 Petit matériel de chirurgie pour 5 682 500 F CFA). Le différentiel de 5 319 900 F CFA correspond à des commandes hors procédure concurrentielle sur des produits qui ont fait l'objet d'attribution à d'autres entreprises.</p> <p>Des livraisons ont été effectuées sur les lots 4 et 5 bien avant la signature des contrats avec DRP en violation de l'article 44 du COA car le marché ne produit d'effet qu'à compter de son</p>
--	--

	approbation.
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions réglementaires en matière de revue préalable des propositions d'attribution;</p> <p>Proscrire la modification des offres financières au moment de la contractualisation;</p> <p>Se conformer à la réglementation en évitant de passer des commandes hors procédures concurrentielles;</p> <p>Eviter l'exécution anticipée des marchés;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Nous convenons avec vous que la revue a priori des rapports d'évaluation des offres n'a pas été faite pour l'appel d'offres N°1(réactifs de laboratoire). Cependant, en 2008, le Centre Hospitalier l'avait fait pour tous les lots, faisant fi du seuil et ceci nous avait valu d'accuser beaucoup de retard dans la finalisation de nos appels d'offres. C'est ainsi que nos référents à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), nous avaient conseillés eu égard à la faiblesse des lots, de nous passer à l'avenir de la revue préalable. Cependant, nous prenons acte de la remarque faite et comptons nous y conformer à l'avenir.</p> <p>La période ayant fait l'objet de l'audit ayant coïncidé avec le démarrage probable des activités de services qui étaient en réfection ou en construction (ORL, CDIM, Neurochirurgie). il était donc difficile maîtriser les besoins en intrants (gaz médicaux, réactifs et consommables de laboratoires) émanant de ces services qui doivent dans tous les cas, assurer la continuité de leurs prestations de soins. Cela explique les variations de quantités qui ont été constatées. Par ailleurs, la défaillance de certains fournisseurs pour des raisons que nous ignorons ou la livraison de réactifs de qualité douteuse (constatée par les utilisateurs) ont été à l'origine de commandes directes chez d'autres fournisseurs afin toujours d'assurer dans notre structure, la sécurité et le continuum des soins de nos patients. Enfin, malgré les efforts qui sont faits dans ce sens, l'exécution anticipée des marchés peut difficilement être évitée dans une structure hospitalière qui doit fonctionner à feu continu car gérant des vies humaines.</p>

<b>Appréciation Consultant</b>	<p><b>du</b></p> <p>Se conformer aux dispositions de l'arrêté N° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de revue a priori des dossiers de passation des marchés.</p> <p>Les précisions que vous apportez viennent confirmer les constats que nous avons faits. Nous maintenons par conséquent toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire relativement à cet appel d'offres.</p>
------------------------------------	--

<b>AO N° 002/MSP/CHNUF/Dir du 15/05/2009 PORTANT FOURNITURES DE BUREAU MOBILIERS DE BUREAU</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres		Le Soleil N° 11663 du 16 avril 2009	
Date limite de dépôt des offres		Le 15 mai 2009	
Date d'ouverture des plis		Le 15 mai 2009	
Date d'attribution provisoire		Le 22 juin 2009	
Date de notification		Le 22 juin 2009	
<b>Attributaire</b>	SEN CADUCET	Lot 1 : Fourniture de bureau	8 282 650
	ETS KHADY	Lot 2 : Mobilier de bureau	11 033 200
<b>Non conformités</b>		<p>Il est demandé par lettre aux soumissionnaires concernés de compléter, sans précision de délai, les pièces administratives manquantes : IPRES, CSS, Inspection du travail, quitus fiscal. Le procès verbal d'attribution ne fait pas de suivi formel de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture des plis.</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire ne mentionnent pas les montants des offres des attributaires provisoires.</p> <p>Les montants faisant l'objet de la publicité des attributions sont majorés de 20% pour les fournitures de bureau et de 45% pour le mobilier de bureau portant respectivement ces marchés à 10 000 000 et 15 000 000 F CFA TTC (marché à commandes). En définitive les montants retenus à la signature des marchés s'élèvent à 10 000 000 F CFA TTC pour le marché des fournitures de bureau et 16 000 000 FCFA TTC pour le marché relatif au mobilier.</p> <p>Ces majorations non justifiées sont faites en violation du CMP qui stipule dans son article 60 qui proscriit toute négociation.</p> <p>Par ailleurs, l'article 7 du contrat est inapproprié en ce qu'il exige obligatoirement du fournisseur sa domiciliation dans la région de Dakar.</p> <p>Les litiges doivent être soumis aux dispositions des articles 135 et 136 du CMP.</p>	

<b>Recommandations</b>	<p>Formaliser le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes au moment de l'ouverture des plis;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 60 du CMP qui interdit toute modification des offres financières au moment de la contractualisation;</p> <p>Se conformer aux dispositions du CMP en matière de règlement des litiges.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO N° 3 MARCHES DE GARDIENNAGE, DE PRODUITS ALIMENTAIRES, DE CONSOMMABLES ET D'ATELIER ET DE MAINTENANCE</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres		Le 23 avril 2009 dans « Le Soleil »	
Date limite de dépôt des offres		Le 22 mai 2009	
Date d'ouverture des plis		Le 22 mai 2009	
Date d'attribution provisoire		Le 03 juin 2009	
Date d'attribution définitive		Le 03 septembre 2009	
Date de notification		Le 26 juin 2009	
<b>Attributaire</b>	ASEP	Lot 1 : Gardiennage	66 198 000
	PRESS HIGHTECH	Lot 2 : Viande de bœuf et de Mouton	26 160 000
	PRESS HIGHTECH	Lot 3 : Denrées de longue conservation	28 915 258
	EGTF	Lot 4 : Poissons frais	30 000 000
	PATISserie CARNOT	Lot 5 : Petits pains	9 989 975
	COSECOMI	Lot 6 : Consommables informatiques	26 647 940
	SEN CADUCET	Lot 7 : Produits d'entretien	24 635 000
	AVITECH IMPRESSION	Lot 8 : Imprimés	78 217 400
	SENCADUCET	Lot 9 : Quincaillerie	8 954 430
	ETDM	Lot 10 : Electricité	39 357 130
	SENCADUCET	Lot 11 : Plomberie	12 316 975
<b>Non conformités</b>		L'allotissement opéré dans le cadre de cet appel d'offres n'est pas conforme à la réglementation en ce qu'il renferme des acquisitions non homogènes. A titre d'exemple des services de gardiennage figurent dans le même appel d'offres que des acquisitions de viande, de poisson, de matériel de plomberie, de consommables informatiques....	

<b>Recommandations</b>	Assurer l'homogénéité des lots constitutifs des DAO.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>AO N° 04 ACQUISITION EQUIPEMENT DE L'IMAGERIE MEDICALE AU CENTRE DE DIAGNOSTIC ET D'IMAGERIE MEDICALE (CDIM) DU CHU DE FANN</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	Le Soleil du 18 décembre 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 7 janvier 2010
Date d'ouverture des plis	Le 7 janvier 2010
Date d'attribution provisoire	Le 8 avril 2010
Date de notification	Le 16 avril 2010
Attributaire	Carrefour Médical
Montant du marché en F CFA TTC	348 361 204
<b>Non conformités</b>	Le délai de 19 jours accordé aux soumissionnaires pour la préparation de leur offre n'est pas conforme aux dispositions de l'article 63 du CMP.
<b>Recommandations</b>	Respecter le délai minimal de dépôt des offres accordé aux soumissionnaires.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	La réserve relative au délai de 19 jours accordé aux candidats pour la préparation des offres pour l'appel d'offres N° 3 relatif à l'acquisition d'équipements d'imagerie médicale au profit du CDIM est à mon avis infondée. Je pense qu'au contraire, le CNHUF avec ces 19 jours, a accordé des délais plus que nécessaires aux candidats pour déposer leurs offres. Ceci, conformément aux dispositions de l'article 53 du CMP qui stipule que le délai de 30 jours peut être ramené à 15 jours calendaires en cas d'urgence. Ce marché il faut le rappeler, a été lancé en, procédure d'urgence conformément à l'autorisation par lettre N°004893/MEF/DCMP du 17 novembre 2009.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous convenons avec vous que, pour cet appel d'offres en procédure d'urgence autorisé par la DCMP, le délai de 30 jours doit être réduit. Il convient de noter que cette autorisation a été faite sur la base de l'article 63 alinéa 6 et non de l'article 53 du CMP comme vous l'avez indiqué par erreur dans votre réponse. Ce délai ne peut cependant être réduit que de dix jours et non de 15 jours.</p> <p>Nous consentons à lever la réserve formulée dans notre rapport provisoire.</p>

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 02</b> <b>TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS ET JARDIN</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 Mars 2009
<b>Date de dépôt des offres</b>	23 Mars 2009
<b>Délai de préparation des offres</b>	12 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	AEJ, IBC, MIXED, GIE LE SAHEL et GECOTRAP
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq offres sont reçues
<b>Attributaire</b>	AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDIN
<b>Montant du marché en TTC</b>	24 958 504
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre de saisine n'indique pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la DRP est envoyée.</p> <p>A l'exception de l'offre de l'attributaire qui avoisine le seuil de passation des marchés par appel d'offres les offres de tous les autres soumissionnaires se chiffrent à plus de 25 000 000 F CFA. S'y ajoute que l'examen des offres a permis de noter de nombreuses similitudes dans leur présentation laissant entrevoir une collusion.</p> <p>Les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique ne sont pas demandées en violation de l'article 44 du CMP.</p> <p>Les clauses relatives aux pénalités de retard et délai de livraisons ne sont pas introduites dans le contrat.</p> <p>.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Indiquer la liste restreinte des entreprises consultées dans la lettre d'invitation à soumissionner.</p> <p>Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.</p>

<p><b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b></p>	<p>Nous consentons que des manquements ont été constatés dans le suivi des chantiers commandités par le Centre Hospitalier. Aussi, ce constat avait conduit son temps à une réorganisation des services concernés, avec notamment le remplacement du Chef du Service Technique de Maintenance.</p> <p>Pour ce qui concerne les conclusions faisant état de « similitudes laissant entrevoir des manœuvres de collusion », l'Administrateur des Crédits du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann que je suis, ne saurait les cautionner. Dans la mesure où , des instructions claires ont été toujours données aux services techniques concernés, pour qu'une concurrence nette franche et saine soit organisée entre les différentes entreprises intervenant dans la structure. Cependant, je puis vous assurer que nous en prenons acte, et si toutefois, ces conclusions s'avéraient fondées, nous en tirerons toutes les conséquences.</p>
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p>	<p>Nous prenons acte de votre engagement à lutter contre ces dérives.</p> <p>Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire relativement aux manœuvres collusives constatées.</p>

<b>DRP N° 05</b> <b>TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT KINESITHERAPIE ET</b> <b>BATIMENT DE CONSULTATION EXTERNE ET 1<sup>ER</sup> ETAGE NEUROLOGIE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	22 mai 2009
Date de dépôt des offres	8 juin 2009
Délai de préparation des offres	16 jours
Fournisseurs consultés	E.S.M.L, MONDIAL CONTACT SERVICES, S.C.T.D.F/Sarl, ETS SEYE ET FRERES et GIE LA CONFIANCE
Attributaire	S.C.T.D.F/Sarl
Montant du marché en TTC	23 873 162
Date de notification	08 Juin 2009
<b>Non conformités</b>	<p>L'offre de l'attributaire S.C.T.D.F/SARL ne figure pas dans le dossier de marché. Les dates des offres de l'Etablissement Seye et Frères et de l'entreprise E.S.M.L ont été modifiées et le même dateur a été utilisé.</p> <p>Aucune information n'est donnée sur la classification des entreprises, ni sur leur capacité financière comme précisé dans le cahier des charges.</p>
<b>Recommandations</b>	Mettre toutes les informations requises dans les dossiers de passation.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 06</b> <b>FOURNITURE D'UN MICROSCOPE OCULAIRE GRAND CHAMP 10X DONT</b> <b>REGLABLE, AVEC BONNETTES, CHAMPS 20 MM</b>	
Date de saisine des fournisseurs	22 octobre 2009
Date de dépôt des offres	06 novembre 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	DISTRIX GROUP, TECHNOLOGIES SERVICES, HORIZON PLUS, MEDILABO et STI
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	TECHNOLOGIES SERVICES
Montant du marché en HT	4 000 000
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 07</b> <b>FOURNITURE D'UN APPAREIL ECG PHILIPS PAGE WRITER TC 50</b> <b>CONFIGURATION STANDARD POUR CHIRURGIE THORACIQUE ET</b> <b>CARDIOVASCULAIRE.</b>	
Date de saisine des fournisseurs	06 novembre 2009
Date de dépôt des offres	15 décembre 2009
Délai de préparation des offres	39 jours
Fournisseurs consultés	SWISS PHARM, MEDILAB, DISTRIX GROUP, MONITORING RADIOLOGY SYSTEM, et BIOTECHNOLOGY EQUIPEMENTS
Nombre d'offres reçues	Cinq
Attributaire	MONITORING RADIOLOGY SYSTEM
Montant du marché en HT	8 409 600
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre de saisine précise « ECG PHILLIPS » qui est un nom de marque, sans la mention "ou équivalent", en violation de l'article 7 du CMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou prestataire.</p> <p>Il est mentionné dans les lettres de consultation que la date limite de dépôts des offres est fixée à 10 H et l'ouverture des plis le même jour à 10H15mn, alors que la séance d'ouverture des plis s'est tenue deux jours après : le 17 décembre 2009. Aucun document attestant de la formalisation du report ne nous a été remis.</p> <p>Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture, d'évaluation et d'attribution alors que le procès verbal d'ouverture doit être séparé des autres documents pour tenir compte de l'obligation de sa transmission aux soumissionnaires.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Dans le cas d'énonciation de noms de marque, il convient de se conformer au CMP qui dispose de l'obligation le terme "ou équivalent".</p> <p>Veiller à l'information des candidats et à la formalisation de tout report de la date d'ouverture des offres;</p> <p>Dresser un procès verbal d'ouverture distinct des autres PV.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 08</b> <b>FOURNITURE D'UN APPAREIL AUTOMATE DE BIOCHIMIE 150</b> <b>TEST/HEURE AVEC ORDINATEUR PORTABLE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	22 Juin 2009
Date de dépôt des offres	07 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Fournisseurs consultés	TECHNOLOGIES SERVICES, MEDILABO, STI, DISTRIX GROUP et AFSI SA
Nombre d'offres reçues	Cinq offres sont reçues
Attributaire	Technologies services
Montant du marché en TTC	10 600 000 FCFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le cahier des charges est très sommaire alors que l'importance et la particularité technique d'un automate de biochimie exigent la prise en compte de critères techniques précis indispensables à la définition du produit du point de vue performance, caractéristiques techniques, service après vente, les garanties éventuellement les consommables pour mieux appréhender les offres des fournisseurs en lieu et place de la simple recherche du moins disant.</p> <p>Les modalités de livraison, de paiement et d'installation ne sont pas indiquées dans le cahier des charges.</p>
<b>Recommandations</b>	Bien préciser les spécifications techniques et les conditions du contrat dans le cahier des charges.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N° 09</b> <b>TRAVAUX D'ETANCHEITE MAINTENANCE BUCCO DENTAIRE</b> <b>PSYCHIATRIE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	22 Juin 2009
Date de dépôt des offres	06 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	ETS TOP NEGOCE, ETS LAHLOUD, ETS AHMED SAAD, ETS A.K. KHALED et GIE C.G.I
Nombre d'offres reçues	ETS TOP NEGOCE
Attributaire	ETS TOP NEGOCE
Montant du marché en TTC	24 962 310
Date de notification	06 Juillet 2009
<b>Non conformités</b>	<p>L'attribution ne tient compte que du prix alors qu'elle devait tenir compte des normes techniques pour des travaux d'étanchéité sur une structure hospitalière. Rien n'indique dans le dépouillement des offres si les conditions d'admission énumérées au cahier des charges ont été remplies notamment les capacités technique et financière.</p> <p>A l'exception du montant de l'offre de l'attributaire qui avoisine le seuil de passation des marchés par appel d'offres, toutes les autres offres se situent au dessus de 25 000 000 F CFA.</p> <p>Par ailleurs, le contrôle de l'exécution physique a permis de constater que les travaux réalisés sont, au plan quantitatif, bien en deçà des travaux facturés et payés. La surfacturation a été estimée à 11 801 334 F CFA (47,28 % du montant du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 sur l'évaluation des offres.</p> <p>Obtenir le remboursement du trop payé.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité</b>	En ce qui concerne le seul dossier où il a été

<b>Contractante</b>	<p>constaté des écarts entre la commande et les réalisations (étanchéité), il sera procédé à une rectification en usant si nécessaire de moyens coercitifs pour contraindre l'entreprise TOP NEGOCE à se rattraper conformément aux surfaces facturées. Cependant, il n'est nullement question de surfacturation, d'autant plus que dans vos évaluations, vous avez omis de prendre en compte les surfaces de la dalle du Service Bucco dentaire démoli en 2010 et reconstruit. D'où une invitation de notre part à revoir le terme de « surfacturation » utilisé en l'espèce.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons tenu compte de la partie démolie en 2010 et reconstruite.</p> <p>Nous maintenons la réserve formulée dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP N° 10</b> <b>FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 Juillet 2009
Date de dépôt des offres	31 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Fournisseurs consultés	ETS ASSAICHA, THIAM INFORMATIQUE, IBIS, INFOTECH LE GUETH SARL
Nombre d'offres reçues	Cinq offres sont reçues
Attributaire	ASSAICHA
Montant du marché en TTC	9 921 440 F CFA
Date de notification	31 Juillet 2009
<b>Non conformités</b>	<p>Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Les factures pro forma présentées par les différents soumissionnaires sont similaires, laissant présager une collusion.</p> <p>Les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique ne sont pas demandées.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Etablir un procès verbal d'ouverture des plis distinct des autres PV;</p> <p>Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.</p> <p>Respecter les dispositions relatives à l'article 44 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pour ce qui concerne les conclusions faisant état de « similitudes laissant entrevoir des manœuvres de collusion », l'Administrateur des Crédits du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann que je suis, ne saurait les cautionner. Dans la mesure où , des

	instructions claires ont été toujours données aux services techniques concernés, pour qu'une concurrence nette franche et saine soit organisée entre les différentes entreprises intervenant dans la structure. Cependant, je puis vous assurer que nous en prenons acte, et si toutefois, ces conclusions s'avéraient fondées, nous en tirerons toutes les conséquences
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de votre engagement à lutter contre ces dérives.</p> <p>Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire relativement aux manœuvres collusives constatées.</p>

<b>DRP N° 11</b> <b>MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION POUR LA GESTION COMPLETE DU CDIM AVEC UNE POSSIBILITE D'EXTENSION DANS LE TEMPS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	06 Aout 2009
Date de dépôt des offres	20 Aout 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	INFOCONSUL, DIGICOM SYSTEM SERVICES, PCTAP, IB INFORMATIQUE et ATLANTIC BUROTIC INFORMATIQUE
Nombre d'offres reçues	Cinq offres ont été reçues
Attributaire	INFOCONSUL
Montant du marché en TTC	11 800 000
<b>Non conformités</b>	<p>Quatre factures pro forma ont été présentées de la même manière (PCTAP, IB INFORMATIQUE, ATLANTIC BUROTIC INFORMATIQUE, INFOCONSUL), il n'y a que les en-têtes qui changent. Le contrat du 24 Aout 09 n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.</p> <p>Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.</p> <p>Etablir un procès verbal d'ouverture des plis distinct des autres PV;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour ce qui concerne les conclusions faisant état de « similitudes laissant entrevoir des manœuvres de collusion », l'Administrateur des Crédits du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann que je suis, ne saurait les cautionner. Dans la mesure où , des instructions claires ont été toujours données aux services techniques concernés, pour qu'une concurrence nette franche et saine soit</p>

	<p>organisée entre les différentes entreprises intervenant dans la structure. Cependant, je puis vous assurer que nous en prenons acte, et si toutefois, ces conclusions s'avéraient fondées, nous en tirerons toutes les conséquences</p>
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p>	<p>Nous prenons acte de votre engagement à lutter contre ces dérives.</p> <p>Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire relativement aux manœuvres collusives constatées.</p>

<b>DRP N° 12</b> <b>FOURNITURES DE CALENDRIERS ET AGENDAS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	01 Octobre 2009
Date de dépôt des offres	10 Octobre 2009
Délai de préparation des offres	9 jours
Fournisseurs consultés	QUADRI, EMF, SY ABOU, GIE Local promo et Groupe express
Nombre d'offres reçues	Cinq offres ont été reçues
Attributaire	QUADRI
Montant du marché en TTC	3 776 000
<b>Non conformités</b>	<p>Le dépôt et l'ouverture des offres est fixé au 05/10/2009 dans le cahier des charges daté du 01/10/2009 alors que les lettres de même date adressées aux soumissionnaires ciblés indiquent le 10/10/2009.</p> <p>Le cahier des charges n'indique pas de normes techniques caractérisant précisément les besoins en calendriers bancaires (grammage, qualité du papier) autant de critères techniques qui peuvent permettre de faire des choix appropriés et une comparaison objective des offres.</p> <p>La séance d'ouverture des plis s'est tenue le 05/10/2010 qui correspond à la date prévue dans le cahier des charges soit 5 jours avant la date retenue dans la lettre adressée aux soumissionnaires ciblés. Aucune note rectificative n'a été adressée aux soumissionnaires.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la cohérence du contenu du cahier des charges et de la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Mieux préciser les spécifications techniques afin de disposer d'offres compétitives ;</p> <p>Formaliser les reports de date d'ouverture et</p>

	informer les candidats.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N° 13</b> <b>FOURNITURE DE BLOUSES POUR INFIRMIERS ET INFIRMIERES</b>	
Date de saisine des fournisseurs	10 Aout 2009
Date de dépôt des offres	24 Aout 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	ETS TALLA SECK, Q.N.D.SAV SECK TTS TECHNOLOGIE, PAPE DIA et WAKEUR S.FALLOU
Nombre d'offres reçues	Cinq offres ont été reçues
Attributaire	Etablissements TALLA SECK
Montant du marché en TTC	14 868 000 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La date annoncée dans le courrier de DRP pour le dépôt et l'ouverture des plis au 24/08/2009 ne correspond pas à celle indiquée dans le cahier des charges (25/08/2009).</p> <p>Les offres présentées par les cinq candidats essentiellement des factures pro forma présentent des similitudes avérées (la même trame, les mêmes fautes de frappe ou erreurs reprises sur les cinq documents) confirmant soit la collusion manifeste des acteurs, soit l'inexistence juridique de certains fournisseurs d'autant que certaines factures ne comportent pas de références du registre de commerce ou et du NINEA.</p> <p>Il n'est pas relevé dans le PV d'ouverture la vérification des pièces administratives requises dans le cahier des charges alors que certaines factures présentées à l'ouverture des plis ne portaient pas d'indication de RC ou de NINEA</p> <p>Le cahier des charges indique vaguement comme conditions d'admission à soumissionner la capacité technique et financière d'une part et d'autre part l'inscription du candidat à la nouvelle immatriculation NINEA et un compte bancaire ou CCP.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la cohérence du contenu du cahier des charges et de la lettre d'invitation à soumissionner;</p> <p>Eviter les manœuvres collusives dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.</p> <p>Formaliser la vérification des pièces administratives;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour ce qui concerne les conclusions faisant état de « similitudes laissant entrevoir des manœuvres de collusion », l'Administrateur des Crédits du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann que je suis, ne saurait les cautionner. Dans la mesure où , des instructions claires ont été toujours données aux services techniques concernés, pour qu'une concurrence nette franche et saine soit organisée entre les différentes entreprises intervenant dans la structure. Cependant, je puis vous assurer que nous en prenons acte, et si toutefois, ces conclusions s'avéraient fondées, nous en tirerons toutes les conséquences</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de votre engagement à lutter contre ces dérives.</p> <p>Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire</p>

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Directeur Général**  
**du Centre Hospitalier Universitaire**  
**de Fann (CHUN FANN)**

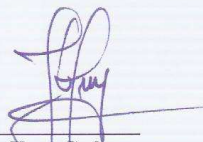
**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye**  
**Associé**  
**B. S. C.**

Business System Consulting Group  
12, Rue du Docteur THEZE  
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP: 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn



## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



Confidentiel

N° 00390  
N°.....MSP/CHNU/DIR

Dakar, le 03 MARS 2011

LE DIRECTEUR

A Monsieur le Directeur  
Cabinet Business System  
Consulting Group

DAKAR

**Objet:** rapport provisoire audit gestion 2009.

**Réf :** Votre lettre du 15 Février 2011

**Monsieur le Directeur,**


J'accuse réception de votre lettre cite en référence, par laquelle, vous me notifiez le pré-rapport issu de vos travaux d'audit des marchés du Centre Hospitalier National et Universitaire de Fann pour la Gestion 2009.

Dans ce rapport, vous mesurez le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application par le Centre Hospitalier National et Universitaire de Fann dans le cadre de la passation de ses marchés de la gestion 2009.

Je prends acte des conclusions de vos travaux.

Toutefois, je dois vous apporter quelques éclairages sur plusieurs points :

- **Pour la réserve n°1**, nous convenons avec vous que la revue à priori des rapports d'évaluation des offres n'a pas été faite pour l'appel d'offres n°1 (réactifs de laboratoire). Cependant, en 2008, le Centre Hospitalier l'avait fait pour tous les lots, faisant fi du seuil et ceci nous avait valu d'accuser beaucoup de retard dans la

 21/03/2011



finalisation de nos appels d'offres. C'est ainsi que nos référents de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCPM), nous avaient conseillés eu égard à la faiblesse des lots, de nous passer à l'avenir de la revue préalable.

Cependant, nous prenons acte de la remarque faite et comptons nous y conformer à l'avenir ;

- **Pour ce qui est des réserves n° 2 ; 3 et 4**, la période ayant fait l'objet de l'audit a coïncidé avec le démarrage probable des activités de services qui étaient en réfection ou en construction (ORL, CDIM, Neurochirurgie). Il était donc difficile de maîtriser les besoins en intrants (gaz médicaux, réactifs et consommables de laboratoires) émanant de ces services qui doivent dans tous les cas, assurer la continuité de leurs prestations de soins. Cela explique les variations de quantité qui ont été constatées.

Par ailleurs, la défaillance de certains fournisseurs pour des raisons que nous ignorons ou la livraison de réactifs de qualité douteuse (constatée par les utilisateurs) ont été à l'origine de commandes directes chez d'autres fournisseurs afin toujours d'assurer dans notre structure, la sécurité et le continuum des soins de nos patients.

Enfin, malgré les efforts qui sont faits dans ce sens, l'exécution anticipée des marchés peut difficilement être évité dans une structure hospitalière qui doit fonctionner à feu continu car gérant des vies humaines.

- **L'examen de la réserve n° 5** relative aux délais de 19 jours accordés aux candidats pour la préparation des offres pour l'appel d'offres n° 3 relatif à l'acquisition d'équipements d'imagerie médicale au profit du CDIM est à mon avis infondée. Je pense qu'au contraire le Centre Hospitalier National et Universitaire de Fann avec ces 19 jours, a accordé des délais plus que nécessaires aux candidats pour déposer leurs offres. Ceci, conformément aux dispositions de l'article 53 du CMP qui stipule que les délais de 30 jours peuvent être ramenés à 15 jours calendaires en cas d'urgence. Ce marché il faut le rappeler, a été lancé en procédure d'urgence conformément à l'autorisation par lettre n° 004893/MEF/DCMP du 17 novembre 2009.

**L'examen de la réserve n° 6**, portant sur les Demandes de renseignements des prix en général et plus particulièrement celles relatives aux travaux, nous consentons que, des manquements ont été constatés, dans le suivi des chantiers commandités par le Centre Hospitalier. Aussi, ce constat avait conduit en son temps à une réorganisation des services concernés, avec notamment, le remplacement du Chef du Service Technique de Maintenance.

Aussi, en ce qui concerne le seul dossier où il a été constaté des écarts entre la commande et les réalisations (étanchéité), il sera procédé à une rectification en usant si nécessaire de moyens coercitifs pour contraindre l'Entreprise TOP NEGOCE à se rattraper conformément aux surfaces facturées. Cependant, il n'est nullement question dans ce dossier de surfacturation, d'autant plus que dans vos évaluations, vous avez omis de prendre en compte les surfaces de la dalle du Service de Bucco-dentaire démolie en 2010 et reconstruite. D'où une invitation de notre part à revoir le terme de « surfacturation » utilisé en l'espèce.

- Pour ce qui concerne les conclusions faisant état sur certaines DRP « de similitudes laissant **entrevoir** des manœuvres de collusion » (**réserve n° 7**), l'Administrateur des crédits du Centre Hospitalier National et Universitaire de Fann que je suis, ne saurait les cautionner. Dans la mesure où, des instructions claires ont été toujours données aux services techniques concernés, pour qu'une concurrence nette franche et saine soit organisée entre les différentes entreprises intervenant dans la structure
- Cependant, je puis vous assurer que nous en prenons acte, et si toutefois, ces conclusions s'avéraient fondées, nous en tirerions toutes les conséquences.

Au total, la revue de tous les marchés laisse apparaître que seul l'appel d'offres n°1 (réactifs de laboratoires), n'a pas satisfait entièrement aux dispositions et procédures édictées par le nouveau Code des Marchés Publics et ceci, pour des raisons évoquées par ailleurs dont entre autres le souci de continuité du service public hospitalier. De plus, il est à reconnaître que, depuis l'instauration par l'ARMP, des missions d'audit sur le respect des dispositions et procédures édictées par le nouveau Code des Marchés Publics, le CHNU de Fann ne cesse de s'améliorer d'année en année. Ceci en



tenant en compte, les critiques et les observations qui lui sont faites pour en tirer les enseignements utiles tendant à une amélioration de son mode de gestion.

Aussi, à notre humble avis, le contrôle par échantillonnage que vous avez utilisé, n'a-t-il peut être pas permis de mesurer les efforts considérables réalisés par le Centre Hospitalier National et Universitaire de Fann, entre la mise en place effective du nouveau Code des Marchés Publics en 2008 et l'année 2009, objet de votre audit.

En vous remerciant des leçons à en tirer pour notre part, je vous prie d'agréer,

**Monsieur le Directeur**, l'expression de mes sentiments distingués

**Le Directeur**



**Saliou DIALLO**